

# Bernard Stiegler

- Espace ouvert
- Grands entretiens



Date de mise en ligne : jeudi 3 juillet 2014

## Description :

Philosophe lucide des catastrophes contemporaines, Bernard Stiegler s'est toujours refusé aux facilités de la déploration et de la pensée réactionnaire ; son diagnostic est appel à l'action.

Copyright © L'Insatiable. Tous droits réservés.

**Philosophe lucide des catastrophes contemporaines, Bernard Stiegler s'est toujours refusé aux facilités de la déploration, refuge de la pensée réactionnaire, son diagnostic est appelé à l'action. Ce scrutateur du déferlement de la bêtise s'est engagé de longue date pour la combattre avec Ars industrialis, qui pratique une forme d'aïkido de la pensée. Face aux ravages des industries culturelles et du monopole des marchands sur les nouvelles technologies, il est urgent d'user des armes de l'adversaire, pour de nouveaux processus d'apprentissage et de partage des savoirs. Nous l'avons rencontré chez lui, à Épineuil, le village d'Alain Fournier, où, entre deux cours à Cambridge et à Londres, il anime une école.**

(article paru dans le [numéro 89 de \*Cassandra/Horschamp\*](#) le 15 avril 2012)



DR

*Dans une pochade parue sur [MicroCassandra \[1\]](#), nous vous avons imaginé ministre de la Culture, en duo avec Franck Lepage...*

**Bernard Stiegler** : Quelle folie ! [Rires]

*Dans cette hypothèse, quelle serait aujourd'hui votre priorité ? Et, puisque vous venez d'écrire sur l'éducation, au coeur de vos interrogations, l'existence de deux ministères distincts pour l'Éducation nationale et la Culture reste-telle pertinente ?*

Cette campagne électorale manque de vue d'ensemble de la part de tous les candidats. Nous sommes en train de vivre une véritable mutation, un changement de civilisation, ce qui n'était peut-être pas aussi évident il y a cinq ou six ans. Aujourd'hui, c'est patent. Il faut donc sortir de la pensée sectorielle.

Un ministère est une puissance publique, l'incarnation de ce que, depuis des siècles, nous appelons la *chose publique*. Cette chose publique, dans la période de transformation radicale que nous traversons, doit être pensée dans son unité, du point de vue politique, pas seulement administratif. Or, nous avons progressivement vu les politiques se transformer en administratifs - ce n'est pas un hasard si presque tous sont énarques. Je ne néglige pas l'administration, mais cette confusion est calamiteuse. Nous avons besoin d'analyses capables d'aboutir à de vraies propositions alternatives, non au maintien sous perfusion d'une société à l'agonie. Parmi ces propositions, ce qu'on

appelle la *culture* est un point déterminant - même le terme ne convient pas pleinement, car ce dont je parle, c'est de *déprolétarisation*. Cela dépasse le secteur que l'on qualifie de « culturel ». La *prolétarisation* est un processus de perte de savoir et, précisément, d'extériorisation du savoir dans des machines. Marx, qui l'a compris dès le XIXe siècle, postulait que c'était le destin de toutes les couches sociales.

Ce processus de généralisation de la destruction des savoirs est quasiment abouti. Son résultat est une catastrophe civilisationnelle, spirituelle, morale, écologique et économique. Il a d'abord affecté les travailleurs manuels en détruisant leur savoir-faire, puis les consommateurs, détruisant leur *savoir-vivre*. Il gagne désormais les administrateurs, patrons et intellectuels. Alan Greenspan [2], président de la FED, l'illustre lorsqu'il avoue, à propos des subprimes et de la faillite de Lehman Brothers, qu'« il n'y comprenait plus rien ». Personne n'y comprend rien, parce que tout est passé dans les machines et les appareils. Pour l'avenir, il faut parier sur la *déprolétarisation*.

[Tiens, mon ordinateur refuse ce mot...]

Vous voyez comment les appareils du marché formatent notre pensée [Rires]... L'économiste Amartya Sen [3] utilise le mot *capacitation*. Dans un livre célèbre, il explique pourquoi le taux de mortalité au Bangladesh, pays d'extrême pauvreté, est inférieur à celui de Harlem. Parce que les gens ont conservé des savoir-faire, ils subissent moins les fléaux induits par la perte d'autonomie des sociétés consuméristes. Une société qui ne développe plus ses savoirs évolue vers l'*incapacitation* généralisée [4]. Ce que j'appelle la *prolétarisation généralisée*.

Le Point titrait récemment « Tous incapables ? ». Si ce journal, très à droite, soutien du pouvoir actuel, s'autorise ce populisme, c'est que ça correspond à ce que les gens ressentent. *Incapacité, incurie, insolvabilité* sont devenues les trois mamelles vides de la France et, au-delà, du monde industrialisé. Le modèle marxiste classique en accuserait le capital. Cette explication ne suffit pas. Il faut lire Marx en tant que penseur de l'effet du machinisme sur la destruction des savoirs - mais aussi comme projet de reconstruction des savoirs avec les machines, les appareils et les technologies au service d'une technologie sociale.

Vous m'interrogez sur la culture et je vous réponds « industrie » : je suis un industrialiste. Contrairement à Saint-Simon [5], je ne crois pas qu'il faille substituer au gouvernement des hommes celui des choses, mais je suis convaincu que l'humain est conditionné par ses instruments de travail et de pensée. Comme l'explique Marx dans *L'Idéologie allemande*, les représentations des humains sont empreintes des technologies de leur temps. C'est un point souvent oublié, et Marx n'ayant pu penser les technologies contemporaines, le marxisme classique n'y a vu que l'instrument du *soft power*. Grave erreur : la mutation industrielle que nous traversons avec l'avènement du numérique a conduit à un stade d'extrême prolétarisation. Mais elle est aussi porteuse d'un immense potentiel de déprolétarisation. C'est dans ce contexte que je veux penser une autre politique culturelle : une politique de *capacitation*.

*L'industrialisation des XIXe et XXe siècle était riche de savoir-faire et de cultures ouvrières qui n'ont rien à voir avec le décervelage imposé aux employés des centres d'appels ! Ce que vous qualifiez de prolétarisation, n'est-ce pas l'irruption d'un nouveau lumpen prolétariat ?*

Mais un ouvrier n'est pas un *prolétaire* ! C'est un sujet de controverse avec Jacques Rancière. Stricto sensu, il n'y a pas de prolétaires dans son livre *La Nuit des prolétaires* : il parle d'ouvriers. Le taylorisme a fait apparaître des prolétaires appelés « ouvriers spécialisés » (OS) au moment même où il les réduisait à être les serviteurs d'une machine spécialisée. Un « ouvrier professionnel » (OP) est détenteur d'un savoir, ce n'est pas un prolétaire au sens strict, et il en existe de moins en moins, même chez les artisans, souvent réduits au rôle de concessionnaires de matériaux - par exemple en PVC.

Le prolétaire, c'est celui qui perd son savoir. Avec le numérique, qui généralise cet état de fait, des reconstructions de savoir peuvent s'opérer.

Ce que nous nommons culture et éducation, ce sont les processus d'acquisitions de savoirs. Encore faut-il ne pas les réduire au consumérisme : la culture promue aujourd'hui par le Ministère et les collectivités territoriales se réduit souvent à une *offre* pour des *consommateurs*. Les politiques publiques suivent le modèle des *industries culturelles* inventé par Hollywood. On crée des instruments de captation de l'attention pour vendre des comportements. Tous les domaines sont contaminés, y compris l'art contemporain, devenu un marketing de détection ou de création de « tendances ». Cela va de pair avec le système consumériste. Comme on achète et réchauffe ses patates précuites,

on présuppose qu'aucun savoir n'est nécessaire pour consommer cette culture.

*Nombre de résistances à ces pertes de savoir ont vu le jour. Les Amap, par exemple, combattent ce nouvel ordre alimentaire. Doit-on y voir des niches de résistance ou l'embryon de nouveaux modèles ?*

Il s'agit non seulement de résistance, mais d'invention, et cela dépasse largement les « niches ». On ne peut pas passer sa vie à résister ! Après quatre ans de Résistance, les partis engagés contre l'occupation nazie ont inventé une nouvelle République française qui a généré, entre autres, la politique culturelle. Les véritables Amap sont des inventions qui dépassent le rapport de consommation. On les voit d'ailleurs apparaître dans le champ culturel !

*L'idée est séduisante, mais ne risque-t-elle pas de conforter l'idée que la culture est un produit, même si on le fabrique plus intelligemment ?*

Dans le champ culturel, la consommation est inconcevable. Les consommateurs de culture, y compris à haute dose, restent ce que le XIXe siècle qualifiait de philistins ; ils peuvent parler de tout et n'importe quoi, sans dépasser le stade du bavardage. Hannah Arendt les appelait « *philistins cultivés* ». Les véritables amateurs ont des pratiques artistiques. Ça ne signifie pas nécessairement qu'ils chantent, peignent ou font du théâtre en amateur, mais qu'ils nourrissent un rapport savant aux oeuvres, comme le ciné-club. Un amateur, c'est quelqu'un qui apprend des choses et devient savant. Adolescent, j'allais au cinéma via le ciné-club et ma vision des films était raisonnée : je les situais dans l'histoire... C'était une relation très différente du rapport actuel au cinéma. Les étudiants issus des classes moyennes cultivées sont pour la plupart incapables de situer un film dans l'histoire.

Avec le numérique, de nouvelles pratiques amateurs se développent. Il faut complètement repenser les politiques culturelles et éducatives dans ce contexte. C'est ce que je tente de faire à l'Institut de recherche et d'innovation et au sein d'Ars industrialis.

*Il y a de quoi s'affoler devant la perte, voire la haine du savoir, à son apogée aux États-Unis et qui gagne la France. Le négationnisme de Claude Guéant et de Luc Ferry vis-à-vis de l'anthropologie en est un exemple... Faut-il incriminer les industries culturelles, responsables d'une fabrique de la bêtise ? Sachant que face à eux la défense des humanités est confisquée - médiatiquement - par une caste réactionnaire qui ne défend qu'une vision patrimoniale et occidentale de la culture...*

C'est incontestable, mais ça n'explique pas tout. La bêtise monte, faute de propositions alternatives : nous en sommes responsables. Platon constatait déjà voici 2 000 ans que l'écriture provoquait une perte des savoirs de l'oralité - et donc une *prolétarisation*. Mais, dans la thèse qu'il lui a consacrée, Henri Joly [6] montre qu'il a lutté contre cette destruction des savoirs en inventant un autre rapport à l'écrit. Aujourd'hui, certains détracteurs de la perte des savoirs s'en prennent à la technologie. Ce n'est pas elle qui est en défaut. C'est notre refus de la penser qui permet au marché d'imposer sa vision. C'est pour ça que je parle de *politique intégrée* pour l'éducation et la culture de demain. Il faut une vision d'ensemble, économique et politique, industrielle, culturelle, éducative et universitaire. Mais ce ne sont que de vains mots si l'on n'aborde pas le *comment*.

J'ai créé ici une école, suivie par une centaine de personnes et par un vaste public international sur internet. Le cours et le séminaire que j'y dispense sont au moins aussi exigeants que mes cours dans les universités. J'y utilise le numérique à la fois pour l'expérimenter et le théoriser en référence constante à l'histoire de la philosophie depuis l'Antiquité.

*Les pratiques culturelles d'une jeunesse qui combat légitimement des lois telles que Hadopi ou Acta [7] échappent-elles au modèle consumériste ? N'y a-t-il pas une certaine naïveté à défendre l'accès à la culture via le téléchargement de milliers de films ou de fichiers musicaux ?*

Les militants les mieux armés contre Acta et Hadopi sont issus de l'univers du logiciel libre. Ils défendent son modèle : la mise à disposition de toutes les ressources disponibles afin que chacun puisse se les approprier. Leur pratique d'internet ne se cantonne pas à la consommation. Ils ont raison. La déprolétarisation passe par ce partage des savoirs. Une gauche porteuse d'alternative doit s'appuyer sur leur pratique pour proposer une vraie politique publique qui joue le jeu de la mise à disposition des ressources et trouve d'autres manières de rémunérer les auteurs. Ars industrialis y travaille, à son échelle. Il faut que l'État investisse massivement, missionne des artistes, des architectes, des scientifiques, des ingénieurs et des juristes, pour penser ces pratiques en lien avec l'institution scolaire et non sous la pression des lobbies ! Le rôle de la puissance publique est de mobiliser les politiques industrielles, de recherche, d'éducation et culturelles, sur ces mutations.

*Comment penser la cohérence de ces mutations ? Chaque secteur, le logement, l'agriculture, l'écologie, l'économie, voit émerger des propositions souvent passionnantes, qui se heurtent à la logique de spécialisation de notre société. La pensée de la décroissance offre-t-elle, par exemple, des pistes d'invention pour ce futur ?*

Ce que nous appelons croissance aujourd'hui, c'est la destruction de la nappe de pétrole, de la canopée, de l'appareil psychique des enfants. Comment faire pour ne pas détruire ? Les Décroissants n'abordent pas la question fondamentale du savoir. Il faut reconstruire des savoirs. C'est essentiel pour le monde de la culture, mais aussi pour l'organisation du travail dans les entreprises. Il faut changer de rapport à la technologie, à l'industrie et à l'investissement, créer de nouvelles communautés industrielles qui ne reposent pas sur la crétinisation des gens, mais sur le rapport à l'intelligence. C'est tout à fait possible, mais personne ne s'en préoccupe parce que ce n'est pas rentable à court terme. L'intérêt de Facebook n'est pas de développer l'intelligence mais de gagner de l'argent - ce qui n'a jamais été la priorité des gens de savoir.

Des expériences passionnantes d'autoproduction se développent autour du logiciel libre et du côté de ce qu'on appelle les *fablabs*. Dans le secteur de la construction, Patrick Bouchain réfléchit à l'habitat social contributif. Dans le champ artistique, je discute beaucoup avec Robin Renucci de son projet des nouveaux Tréteaux de France. Dans le champ de l'éducation, nous venons de publier un livre avec Denis Kambouchner et Philippe Meirieu qui procède de ce point de vue contributif. Jeremy Rifkin [8] propose une vision intéressante sur la question de l'énergie : les solutions qu'il préconise s'intéressent moins à la masse de ressources disponibles qu'à la structure du réseau. Il affirme qu'il faut sortir de la dualité producteur/consommateur. Cette vision est vraie dans tous les domaines, y compris l'éducation. À l'école, les enfants ne veulent plus être simples consommateurs ni même destinataires d'un savoir, ce qui rend l'éducation difficile. On ne sait plus comment s'y prendre avec eux, parce que les industriels ont capté leur attention. On pourrait imaginer de développer les technologies dont ils s'emparent dans le sens de la reconstruction des savoirs et non de leur destruction. Les jeunes générations sont très demandeuses de propositions de qualité, contrairement à ce que prétendent les réactionnaires et les spéculateurs. Ces projets sont des gisements économiques immenses. Le logiciel libre devient majoritaire dans l'industrie informatique. Mais le modèle contributif se heurte aux lois du système actuel, à sa définition de la propriété.

L'Europe doit le comprendre : ce qui se joue avec les technologies numérique, s c'est une transformation radicale du modèle économique. Sa politique de recherche doit être mise au service de l'intelligence, non de la crétinisation. L'intérêt collectif doit la dicter, non le marché. Seule la puissance publique peut en être garante, dans l'intérêt de l'économie même : quand un marché ne peut plus s'appuyer sur des politiques de santé publique et d'éducation, il n'y a plus de marché - c'est ce que les économistes appellent les *externalités positives* et c'est ce que l'ultralibéralisme s'efforce d'anéantir. C'est à nous de faire ces propositions, sur le plan de l'énergie, de la santé, de l'alimentation. Imaginez que l'Europe décide de repenser entièrement les politiques alimentaires... C'est un magnifique chantier - derrière lequel il y a la réinvention du savoir-vivre ! Personne ne s'y engage parce que les lobbies agroalimentaires n'y ont aucun intérêt. La priorité est de reconstruire du *crédit* au sens étymologique du terme : croire à quelque chose. C'est parce que les gens ne croient plus en rien qu'il y a une crise de la dette.

*Via le traité de Lisbonne, l'Europe prétend pourtant promouvoir une économie de la connaissance [9]. Cette formule qui peut prêter à confusion, vous l'avez combattue...*

Ce qu'on appelle « économie de la connaissance », c'est la destruction de toutes les formes réelles de savoir par

l'automatisation. Mais si tout le monde use de cette formule, c'est qu'à la source de toute économie, il y a une production de savoirs. C'est pourquoi les universités disposent aujourd'hui du pouvoir de transformer la situation. Imaginez que, partout, elles refusent de fournir leurs connaissances au monde industriel : l'économie ne pourrait plus fonctionner. Elles pourraient négocier un nouveau contrat liant le savoir à la société.

La pensée de la technologie doit être au coeur de ce nouveau modèle. Pendant plus de 2 000 ans, la philosophie a opposé âme et corps, esprit et matière, et déconsidéré la technique, jugée triviale et « manuelle ». Or, la technologie façonne le milieu dans lequel nous vivons... Et elle se développe aujourd'hui à une vitesse foudroyante. Face à elle, nous avons intériorisé le discours de la révolution conservatrice selon lequel la puissance publique n'a pas à intervenir et qu'il n'y a pas d'alternative à l'ultralibéralisation des marchés. Les penseurs, les intellectuels, les artistes ont laissé la technologie à son destin, piloté par les grandes entreprises capitalistes. Ils se sont retranchés vers les choses « nobles ». Or, ce n'est que dans le contexte technique qu'il est possible d'inventer un avenir - par une autre socialisation de cette technique. Artistes et « intellectuels » doivent se réveiller - et il ne suffit pas pour cela de « s'indigner », même si c'est par là que ça commence.

*Quelle place laissent ces technologies à la voix, à la main, au corps, dans la transmission des savoirs et le partage du sensible ? Comment préserver cette dimension « archaïque » dans un monde façonné par le numérique ?*

Le problème majeur que posent les industries culturelles, vis-à-vis des enfants notamment, c'est la perte de motricité. L'exposition des moins de 5 ans à la télévision modifie la construction du cerveau, c'est désormais prouvé. Le consommateur culturel perd sa motricité, il n'est plus mis en mouvement par ce qui oeuvre.

Mais, à l'inverse de la télévision, les nouveaux dispositifs réinjectent du corps et du mouvement. On m'a souvent demandé comment je trouvais le temps d'écrire autant... Eh bien, j'utilise un dictaphone numérique sur mon vélo, aussi bien que dans le métro et en marchant : la motricité est une stimulation. Aristote disait que pour bien penser, il faut marcher. Il s'agit d'une autre utilisation des outils. J'ai étudié l'exemple de Charlie Parker, qui s'est emparé du phonographe, organe de l'industrie culturelle américaine, pour en faire un instrument d'apprentissage (comme Billie Holiday a appris à chanter avec la radio en faisant le ménage). À 17 ans, il refusait d'apprendre la musique à l'école officielle des Blancs, mais ralentissait le plateau du phonographe, pour interpréter Lester Young !

À la même époque - 1937 -, Béla Bartók, interpellé sur ce qu'il pensait de la radio qui venait d'apparaître, se disait opposé à l'écoute de la musique à la radio, sauf à garder la partition sur les genoux. Écouter la musique sans savoir la lire, à l'époque, c'était comme s'attaquer à la *Critique de la raison pure* sans savoir lire ! Mais Bartók ajoutait : « J'utilise le phonographe pour retranscrire les musiques de Transylvanie, en les ralentissant. » D'une rive à l'autre de l'Atlantique, le grand compositeur et le jeune jazzman inventaient la même pratique de cet instrument de musique et d'analyse musicologique : le phonographe. Les deux pratiques parallèles de ces grands hommes posent la question contemporaine. Comment utiliser les choses intelligemment pour développer de nouveaux savoirs, savoir-faire, savoir-vivre, savoirs artistiques, et reconquête de la motricité ? Cette question doit être au coeur d'une politique d'éducation et culturelle. Il ne faut pas la laisser à l'initiative de quelques individus.

Propos recueillis par Valérie de Saint-Do

" Bernard Stiegler, États de choc. *Bêtise et savoir au XXIe siècle* Paris, éd. Les Mille et Une Nuits, 2012.

" Denis Kambouchner, Philippe Meirieu, Bernard Stiegler, Julien Gautier, Guillaume Vergne, *L'École, le numérique et la société qui vient*, Paris, éd. Les Mille et Une Nuits, 2012.

Post-scriptum :



[1] Billet du 31 juillet 2011, inspiré par l'excellent numéro de *Politis*, « Anémone présidente ! ». Lire [www.microcassandre.org/2011/07/](http://www.microcassandre.org/2011/07/)

[2] Ancien gouverneur de la FED aux États-Unis, se définissant comme « Républicain libertarien ».

[3] Économiste indien, prix Nobel en 1998, président honoraire d'Oxfam, théoricien d'une économie du bien-être et inventeur de l'Indice de développement humain.

[4] Sur ce sujet, cf. *Capables et incapables, 2017 est le véritable enjeu de 2012*, sur [www.telerama.fr](http://www.telerama.fr).

[5] Henri Saint-Simon, économiste et philosophe (1760- 1825), penseur de la société industrielle française et parfois décrit comme le « premier des socialistes ».

[6] Sociologue (1839-1935).

[7] Accord commercial anti-contrefaçon.

[8] Économiste américain, spécialiste de prospective. Dans *La Troisième Révolution industrielle*, son dernier livre récemment paru aux éditions Les liens qui libèrent, il prône une économie « collaborative » qui passe par une refonte absolue de la production d'énergie : chaque immeuble deviendrait une « mini-centrale » de production d'énergies renouvelables, reliée en un réseau rendu « intelligent » par internet.

[9] Cf. le rapport *L'Économie de l'immatériel*, par Jean-Pierre Jouyet et Maurice Lévy, qui ne considérait les ressources intellectuelles que comme des ressources marchandes, préconisant, entre autres joyusetés, de pouvoir aliéner les collections des musées nationaux.